

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE N°2023-463  
PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**OBJET**  
**Acceptation d'indemnité de sinistre – Candélabre endommagé**  
**ZA Montplain – 15100 SAINT FLOUR**

**La Présidente de Saint-Flour Communauté,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les délibérations du conseil communautaire n°2020-136 en date du 30 Juillet 2020 et n°2020-273 en date du 13 octobre 2020 portant délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à la Présidente ;

**Vu** le contrat d'assurances « dommages aux biens » intervenu avec la compagnie d'assurances Groupama d'Oc ;

**Vu** le sinistre survenu le 21 mars 2023 à savoir un candélabre endommagé sur la zone d'activités de Montplain à Saint-Flour dont le tiers n'est pas identifié ;

**Vu** la proposition d'indemnisation à hauteur de 2345 € ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :** D'accepter l'indemnité du sinistre relative à la dégradation d'un candélabre situé sur la zone d'activités de Montplain à Saint-Flour par Groupama d'Oc à hauteur de 2345 € franchise de 760€ déduite ;

**Article 2 :** D'encaisser le solde de l'indemnité du sinistre sur le budget général de Saint-Flour Communauté ;

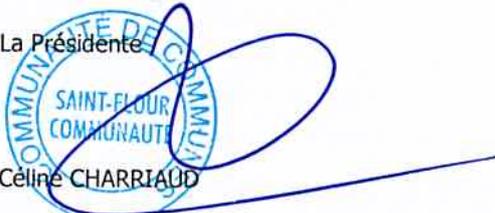
**Article 3 :** Qu'ampliation de la présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier de Saint-Flour ;

**Article 4 :** De dire que tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision doit être présenté devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Saint-Flour, le 30 août 2023

La Présidente



Céline CHARRIAUD

**Il sera rendu compte de cette décision à la prochaine séance du conseil communautaire.**

**Transmise en Préfecture le 11 SEP. 2023**

Publiée sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le 11 SEP. 2023